

Vu l'arrêté n° 1494-2017/ARR/DRH/TP du 15 mai 2017 portant affectation et nomination de Mme Clotilde Vernier en qualité de chef de service adjoint et responsable de bureau à la direction de l'équipement de la province Sud et lui allouant des indemnités ;

Vu l'arrêté n° 1667-2017/ARR/DRH/LF du 9 juin 2017 relatif au détachement de M. Christophe Bergery – administrateur territorial hors classe – sur l'emploi de secrétaire général adjoint de la province Sud ;

Vu le rapport n° 22260-2017/3-ACTS/DJA du 31 mai 2017,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 2 de l'arrêté du 16 mai 2014 susvisé est réécrit comme suit :

« **Article 2** :

*M. Christophe Bergery, secrétaire général adjoint de la province Sud chargé de l'éducation, de la jeunesse et de la vie sociale, reçoit délégation permanente à l'effet de signer, au nom du président de l'assemblée de la province Sud, tous actes, arrêtés, décisions, conventions et documents se rapportant aux missions dévolues à la direction provinciale de l'action sanitaire et sociale, à la direction de la culture, à la direction de l'éducation, à la direction de la jeunesse et des sports, à la mission à la condition féminine, ou relatifs au pilotage de projets transversaux dans les domaines de compétence de ces directions et de cette mission.*

*M. Christophe Bergery reçoit délégation permanente à l'effet de signer les bons de commandes, les engagements, liquidations, ainsi que tout autre acte ou décision et convention relevant de la compétence de l'ordonnateur et se rapportant aux crédits des directions et de l'entité listées au premier alinéa.*

*M. Christophe Bergery reçoit, en outre, délégation pour certifier le caractère exécutoire des délibérations de l'assemblée de la province Sud, de son Bureau et des autres actes soumis à cette formalité, préparés par les directions et l'entité mentionnées au premier alinéa.*

*En cas d'absence de M. Roger Kerjouan la délégation de signature prévue à l'article 1 est exercée par M. Christophe Bergery ».*

**Article 2** : Au premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 16 mai 2014 susvisé, les mots : « à la direction de la jeunesse et des sports » sont supprimés.

**Article 3** : A l'alinéa 43 de l'article 30 de l'arrêté du 16 mai 2014 susvisé, les mots : « M. Thierry Launay » sont remplacés par les mots : « Mme Clotilde Vernier ».

**Article 4** : Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République, publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifié aux intéressés.

Le président,  
PHILIPPE MICHEL

**Arrêté n° 1642-2017/ARR/DFA du 29 mai 2017 modifiant l'arrêté n° 1772-2016/ARR/DFA du 16 août 2016 autorisant l'occupation de dépendances du domaine public maritime provincial, sises section Boulari, commune du Mont-Dore, aux fins de réalisation de travaux d'endiguage par la Ville du Mont-Dore**

Le président de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi du pays modifiée n° 2001-017 du 11 janvier 2002 sur le domaine public maritime de la Nouvelle-Calédonie et des provinces ;

Vu l'arrêté modifié n° 1379-2014/ARR/DJA du 16 mai 2014 portant délégation de signature au secrétaire général, aux secrétaires généraux adjoints, aux directeurs, directeurs adjoints, aux chefs de service et aux chefs de service adjoints de la province Sud ;

Vu l'arrêté modifié n° 2567-2010/ARR/DPM/SDP du 2 novembre 2010 autorisant l'occupation et le remblaiement de dépendances du domaine public maritime provincial sises section Mission, commune du Mont-Dore, dans le cadre du programme d'aménagement du centre-ville de Boulari, au profit de la commune du Mont-Dore ;

Vu l'arrêté modifié n° 1548-2015/ARR/DFA du 20 octobre 2015 autorisant le dragage d'une parcelle dépendant du domaine public maritime sise section Boulari, commune du Mont-Dore, par la Ville du Mont-Dore ;

Vu l'arrêté n° 1772-2016/ARR/DFA du 16 août 2016 autorisant l'occupation de dépendances du domaine public maritime provincial, sises section Boulari, commune du Mont-Dore, aux fins de réalisation de travaux d'endiguage par la ville du Mont-Dore ;

Considérant que la ville du Mont-Dore n'a pas été en mesure de réaliser les travaux d'endiguage dans les délais impartis par l'arrêté du 16 août 2016 précité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** : A l'article 3.4.1 de l'arrêté du 16 août 2016 susvisé, les mots : « dans le délai d'un (1) an à compter de la date de notification du présent arrêté » sont remplacés par les mots : « avant le 30 juin 2018 ».

**Article 2** : Le présent arrêté est transmis à M. le commissaire délégué de la République pour la province Sud, notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président de l'assemblée de la province Sud et par délégation :  
La directrice du foncier  
et de l'aménagement,  
MAUD PEIRANO

**Arrêté n° 1384-2017/ARR/DEPS du 17 mai 2017 portant modification de l'arrêté n° 201-2014/ARR/DEPS du 17 janvier 2014 déterminant les règles de circulation sur la route express du Mont-DORE (VDE)**

Le président de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code de la route de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 71 du 12 décembre 1973 relative aux routes express ;

Vu la délibération modifiée n° 25 du 8 novembre 1989 modifiant et complétant la délibération n° 71 relatives aux routes express ;

Vu l'arrêté n° 2010-837/GNC du 9 février 2010 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 201-2014/ARR/DEPS du 17 janvier 2014 déterminant les règles de circulation sur la route express du Mont-Dore ;

Vu le rapport n° 17996-2017/1-ACTS/DEPS du 21 avril 2017,

**A r r ê t e :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 17 janvier 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« Article 7 : Limitations de vitesses*

*Les limitations de vitesses sont fixées comme suit :*

*Sens Nouméa – Mont-Dore*

*du PR0 au PR0+104 : la vitesse est limitée à 50 km/h ;  
du PR0+104 au PR0+597 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;  
du PR0+597 au PR1+706 : la vitesse est limitée à 90 km/h ;  
du PR1+706 au PR1+806 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;  
du PR1+806 au PR1+1355 : la vitesse est limitée à 50 km/h ;  
du PR1+1355 au PR4+449 : la vitesse est limitée à 90 km/h ;  
du PR4+449 au PR4+549 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;*

*du PR4+549 au PR4+787 : la vitesse est limitée à 50 km/h ;  
du PR4+787 au PR6+508 : la vitesse est limitée à 90 km/h ;  
du PR6+508 au PR6+658 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;  
du PR6+658 au PR fin : la vitesse est limitée à 50 km/h.*

*Sens Mont-Dore – Nouméa*

*du PR fin au PR6+709 : la vitesse est limitée à 50 km/h ;  
du PR6+709 au PR4+982 : la vitesse est limitée à 90 km/h ;  
du PR4+982 au PR4+793 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;  
du PR4+793 au PR4+449 : la vitesse est limitée à 50 km/h ;  
du PR4+449 au PR1+1455 : la vitesse est limitée à 90 km/h ;  
du PR1+1455 au PR1+1355 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;  
du PR1+1355 au PR1+895 : la vitesse est limitée à 50 km/h ;  
du PR1+895 au PR0+560 : la vitesse est limitée à 90 km/h ;  
du PR0+560 au PR0+104 : la vitesse est limitée à 70 km/h ;  
du PR0+104 au PR0 : la vitesse est limitée à 50 km/h.*

*La vitesse maximale est limitée à 90 km/h sur la route express du Mont-Dore entre la limite de l'agglomération de Nouméa située à la sortie de la zone industrielle du 4<sup>e</sup> km et la limite de l'agglomération de Boulari située à l'arrivée au giratoire VDE/RP1.*

*Sur l'ensemble des bretelles de raccordement de la route express du Mont-Dore, la vitesse maximale autorisée est fixée à 50 km/h. ».*

**Article 2 :** Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président,*  
PHILIPPE MICHEL